

En Marche !

en-marche.fr
@enmarchefr

Paris, le 12 avril 2017

Cher Monsieur Lavielle,

Nous avons pris connaissance de votre manifeste de campagne et des mesures qui y figurent. Dans le cadre de la campagne présidentielle, nous ne signons aucune charte. Toutefois, vous trouverez ci-après notre vision sur les thèmes abordés dans votre charte.

Nous partageons votre ambition d'une nouvelle alliance entre ceux qui produisent et ceux qui se nourrissent, c'est le sens du Grenelle de l'Alimentation que nous mettrons en œuvre dès le début du quinquennat. Ce Grenelle réunira les représentants des agriculteurs, des filières, des industries de transformation, de la distribution et des consommateurs pour aboutir à une meilleure création de valeur et à un meilleur partage de celle-ci.

Concernant votre souhait de création de « Conseils citoyens de l'agriculture et de l'alimentation », nous souhaitons faire confiance aux territoires pour s'organiser et trouver des solutions adaptées dans le cadre des projets alimentaires territoriaux (PAT) que nous souhaitons encourager. Ces « PAT » permettront d'impliquer l'ensemble des acteurs régionaux dont les AMAP font partie.

Notre objectif d'atteindre 50% de produits biologiques, écologiques ou locaux dans l'ensemble de la restauration collective en 2022 permettra également de rapprocher les producteurs, les transformateurs, les distributeurs, les collectivités territoriales et les citoyens.

Nous partageons votre objectif de redonner une vision à l'alimentation avec un pacte social qui doit reposer, non pas sur de nouvelles contraintes, mais sur des incitations favorisant une transformation des comportements alimentaires, le développement de nouveaux marchés et in fine l'adaptation des structures productrices à ces nouvelles opportunités.

Ce pacte social entre les Français et leur agriculture suppose un engagement fort de l'Etat. C'est la raison pour laquelle, l'agriculture est au cœur de notre plan d'investissement :

- Nous lancerons un plan de transformation agricole de 5 milliards d'euros sur 5 ans pour accompagner la modernisation et la transformation des exploitations pour leur permettre de répondre aux attentes grandissantes des citoyens en terme d'environnement, de bien-être animal.
- Nous ajouterons aux mesures agroenvironnementales et Climatiques (MAEC) existantes, un PSE « Paiement pour Services Environnementaux » de 200 millions d'euros par an pour sortir de l'écologie punitive et pour permettre de rémunérer les services rendus par les agriculteurs. Ainsi, nous doublons l'enveloppe qui était disponible jusqu'à présent.

Notre projet est d'impulser une vision à long terme pour l'agriculture française : des agriculteurs fiers de leur travail, des citoyens fiers de leur agriculture.

L'équipe *En Marche !*